



**D-JP\_PV(2011)1026**

**PROCÈS-VERBAL**

de la réunion du 26 octobre 2011, de 15 heures à 18 h 30  
Strasbourg

La séance est ouverte à 15 h 10 le mercredi 26 octobre 2011, sous la présidence de Johannes Cornelis van Baalen, président.

**I Remarques liminaires**

Le président M. Van Baalen ouvre le 33<sup>e</sup> réunion interparlementaire UE-Japon à 15 h 05 en souhaitant à nouveau la bienvenue à la délégation de la Diète.

**II Adoption du projet d'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté tel que présenté.

**III a) Échange de vues sur l'accord de libre-échange UE-Japon (ALE)**

La présidence souhaite également la bienvenue à M. Bruno Julien-Malvy, représentant de la Commission européenne, DG Commerce, et l'invite à faire part de ses observations sur l'accord de libre-échange UE-Japon (ALE), tout particulièrement au moyen de l'étude visant à définir le champ d'application.

M. Julien-Malvy fait allusion à la récente visite au Japon d'une délégation de la commission INTA où des échanges approfondis se sont tenus sur les questions des droits de douane et des barrières non tarifaires, ainsi que sur le défi que représente la perspective d'un ALE global pour le Japon. Il souligne également l'importance de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange UE-Corée et de ses retombées économiques pour le Japon, tout particulièrement pour les secteurs automobile et électronique.

L'ouverture des marchés publics aura également des effets considérables sur les services, les investissements et la propriété intellectuelle, en témoigne l'étude du champ d'application de

l'accord. L'ALE avec le Japon doit être plus qu'une simple amélioration d'un accord douanier, et s'apparenter davantage à un choix politique. Pour l'UE, il serait opportun de coupler l'ALE avec un accord général de coopération.

M. Kazak, qui a participé à la délégation INTA au Japon, commente les pourparlers de haut niveau qu'il a tenus avec le Japon.

M. Caspary, qui a aussi pris part à ces entretiens, évoque la position du Parlement européen sur l'ALE UE-Japon, mettant en évidence les résultats peu satisfaisants obtenus dans le domaine des barrières non tarifaires. Il estime que l'étude de portée ne produit pas les résultats préliminaires escomptés par la résolution. Compte tenu qu'actuellement toutes les ressources engagées se concentrent sur l'étude de portée, le processus de négociation en tant que tel se trouve paralysé.

M. Julien-Malvy réagit aux propos susmentionnés, et tout spécialement aux déclarations de M. Caspary.

M. Harbour intervient sur la question des barrières non tarifaires, et expose en détails la position prise par sa commission lorsqu'elle se trouvait sur le terrain. M. Julien-Malvy répond également à la demande de précisions faite par M. Gollnisch au sujet de l'ALE.

Le président précise qu'il organisera l'audition de représentants japonais de haut niveau, précisément sur les questions susmentionnées.

M. Murata prend la parole du côté japonais, soulevant la question du partenariat transpacifique, qui s'avère de première importance pour le Japon, et présentant ses commentaires concernant l'état des barrières non tarifaires.

S.E. l'Ambassadeur émet également des commentaires sur l'étude de portée de l'accord UE-Japon, sur les barrières non tarifaires et sur les interventions précédentes de M. Caspary, M. Gollnisch et M. Harbour, et fait mention du dialogue qu'il a tenu avec les groupes d'entreprises de l'UE.

La vice-présidente M<sup>me</sup> Kalniete fait également une brève intervention avant que la présidence ne fasse part de la crainte du côté européen que le Japon n'accorde pas suffisamment d'importance à la question des barrières non tarifaires. M. Harbour présente ses observations concernant les normes en évoquant les dispositifs et équipements médicaux et en demandant la reconnaissance mutuelle des normes, ainsi que des normes communes lors de l'établissement de nouvelles normes. La collaboration sur les normes devrait devenir un outil primordial à cet égard.

M<sup>me</sup> Schaldemose met en avant l'objectif d'établir un climat de confiance au moyen d'une «étude» sur les normes communes.

M<sup>me</sup> Ebata tire certaines conclusions de ses expériences de travail sur des projets médicaux.

Après une intervention de M. Otani, M. Harbour commente le partenariat transpacifique, demandant la position du Japon sur ce point, et la présidence clôt le débat sur le libre-échange et propose une brève pause.

M. Murata expose les différentes options qui s'offrent au Japon concernant sa participation aux négociations sur le PTP.

### **III b) Échange de vues sur la question des droits de l'homme**

M<sup>me</sup> Lochbihler, présidente de la sous-commission des droits de l'homme, introduit le débat en signalant divers problèmes liés aux droits de l'homme au sein de l'UE: les droits des Roms, les mesures antiterroristes et la Cour pénale internationale de La Haye sont autant de préoccupations que partagent l'Union européenne et le Japon, notamment en ce qui concerne le financement.

La poursuite de la pratique de la peine de mort au Japon reste préoccupante aux yeux du PE, et décréter un moratoire officiel sur les exécutions, ainsi que s'assurer que la peine de mort n'est pas appliquée dans les cas où un prisonnier a été déclaré incapable en raison de sérieux troubles mentaux au moment du crime, constituerait une avancée importante en direction de l'abolition de la peine de mort.

Elle insiste également en faveur de la garantie que la peine de mort ne sera pas appliquée dans les cas où le détenu démontre des handicaps ou troubles mentaux susceptibles de nuire sérieusement à sa décision de faire recours, à collaborer avec son avocat ou à estimer les raisons de sa mise à mort, que le prisonnier ne pourra pas être exécuté avant l'audition de l'appel, lorsqu'un recours est possible, et que sera abandonnée la pratique consistant à ne pas faire connaître suffisamment à l'avance au prisonnier ou à sa famille la date où sera exécutée la sentence.

Elle évoque également la violence à l'égard des femmes de manière générale. Citant le cas des «femmes de confort», elle réitère sa demande à l'adresse du Japon de mettre immédiatement en œuvre les mécanismes administratifs qui permettront d'apporter réparations complètes à toutes les survivantes de l'esclavage sexuel. La Diète devrait présenter en particulier toutes ses excuses aux survivantes, et cela signifie assumer la pleine responsabilité du Japon dans ces crimes, en admettant qu'ils constituent des crimes au regard du droit international, en reconnaissant les exactions subies par les survivantes, en dénonçant toute forme de violence sexuelle à l'égard des femmes et en exprimant des remords sincères à l'égard des survivantes.

Elle demande, enfin, aux membres de la Diète d'émettre des commentaires sur ces dernières déclarations.

M. Zasada intervient en soulevant plusieurs points, notamment:

- la peine de mort et les plus de 100 prisonniers peuplant encore le couloir de la mort,
- la problématique persistante des «femmes de confort»,
- la politique à l'égard des réfugiés et demandeurs d'asile,
- le système judiciaire autorisant une détention jusqu'à 23 jours sous garde policière sans intervention d'un juge.

M<sup>me</sup> Jimenez-Becerril Barrio intervient également sur la question de la peine de mort.

M. Murata s'exprime sur la question des «femmes de confort» en évoquant toutes les mesures gouvernementales qui ont été prises à cet égard et en reconnaissant les faits horribles. En 1993, le gouvernement japonais a prononcé un discours à cet effet, présentant ses excuses aux victimes. Un fond a par ailleurs été créé, par le biais duquel ont été versées des indemnisations. Des paiements ont été effectués aux Philippines, à Taiwan et en Corée, au moyen de fonds gouvernementaux et de contributions des citoyens japonais.

Concernant la peine de mort, M. Murata met en avant toutes les valeurs qu'il partage, s'affichant toutefois en faveur du système de la peine de mort, car il est le reflet de l'opinion publique japonaise dans sa majorité (85 %, contre seulement 5 % en faveur de l'abolition). La peine de mort est inscrite dans la Constitution et n'est appliquée qu'avec la plus grande prudence. Les familles des victimes des crimes elles-mêmes soutiennent toujours fermement le maintien de la peine de mort.

M<sup>me</sup> Ebata présente aussi la peine de mort comme partie du système judiciaire japonais. L'enlèvement de citoyens japonais par la Corée du Nord constitue une autre violation grave des droits de l'homme qu'elle tient à soulever.

M. Murata cite les statuts de la Cour pénale internationale relatifs à la peine de mort pour les cas de handicap ou de trouble mental.

Le président Van Baalen cite en exemple le geste symbolique de Willy Brandt qui s'est agenouillé lors de sa première visite en Pologne, comme un exemple de gestion historique de problèmes liés aux droits de l'homme.

Il fait également remarquer que la peine de mort n'est pas une question de demande publique, et souligne l'importance du présent dialogue.

Interventions de M<sup>me</sup> Jimenez-Becerril Barrio et M. Zasada sur la peine de mort, suivies par la conclusion au débat apportée par M<sup>me</sup> Lochbihler, qui fait remarquer le rôle de premier plan que pourrait jouer le Japon dans ce débat global permanent. Elle signale également l'inefficacité des institutions nationales de défense des droits de l'homme telles que le médiateur.

Après l'intervention de M. Gollnisch sur l'idée que le Japon présente ses excuses pour les crimes de guerre et sur la pratique de la peine de mort, la présidence remercie tous les intervenants et annonce une pause de cinq minutes après une brève remarque de conclusion de M. Murata en réponse à l'intervention de M<sup>me</sup> Jimenez-Becerril Barrio.

### **III c) Échange de vues sur les politiques énergétiques et l'environnement**

M. Jan Březina, rapporteur ITRE pour le programme-cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique, introduit la question de la politique énergétique et de l'environnement par une allusion à la catastrophe de Fukushima et à diverses mesures du gouvernement Kan, et à la vision personnelle de M. Kan d'une «société sans centrales nucléaires», à l'origine d'une grande incertitude dans le secteur énergétique dans un contexte où s'aggrave la pénurie électrique du pays, qui entrave encore davantage la relance économique. Il fait remarquer que l'énergie nucléaire figure dans le programme-cadre de la Communauté européenne de

l'énergie atomique. De sérieux doutes pèsent à présent sur la possibilité pour le Japon d'atteindre ses objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, étant donné que les stratégies qu'il désire mettre en place à cet effet consistent justement à accorder une plus grande place à l'énergie nucléaire.

M. Otani évoque brièvement la substance radioactive présente à Fukushima, ainsi que le soutien et l'aide que le Japon a reçu du monde entier. Le Japon aimerait partager ses conclusions sur les dommages causés par le tsunami avec la communauté internationale.

M<sup>me</sup> Ebata commente l'accident de Fukushima, l'exposition des enfants aux radiations et la santé de ces derniers, le gouvernement japonais ayant créé un fond de 96 milliards pour leur venir en aide.

M. Březina marque son approbation pour toutes les mesures immédiates prises par le gouvernement japonais à la suite de l'accident de Fukushima.

M. Van Baalen présente ses observations du point de vue des Pays-Bas, où une nouvelle centrale nucléaire sera construite dans un proche avenir. L'attitude du gouvernement japonais sera, elle, pragmatique, par rapport à la décision unilatérale de l'Allemagne d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire.

M<sup>me</sup> Kalniete évoque la production agricole destinée à la production d'énergie renouvelable (éthanol), laquelle fait concurrence à la production alimentaire.

M. Ebata soulève la question de la composition d'un «bouquet énergétique optimal» du Japon, les énergies renouvelables n'y participant que de manière secondaire. Elle estime que la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments constituent des sujets de préoccupation au Japon.

M<sup>me</sup> Schaldemose évoque également l'expérience du Danemark en matière d'abandon progressif du nucléaire en faveur des énergies douces, tout en précisant qu'il y a lieu de respecter les décisions de chaque pays en matière de choix énergétique.

M. Gollnisch demande si, au Japon, la population a pu regagner ses habitations après l'évacuation, et si les réacteurs de Fukushima sont à nouveau en activité, et avance une question sur l'exploitation de l'énergie géothermique.

M. Otani confirme qu'une zone s'étendant sur un rayon de 20 km autour de Fukushima est toujours contaminée, la fusion des réacteurs rendant impossible son raccordement au réseau. L'utilisation des énergies hydraulique et géothermique étant rigoureusement calculée, la part de celles-ci dans le total pourrait atteindre entre 20 et 25 % du bouquet énergétique.

### **III d) Échange de vues sur la science et la technologie**

Excusant le commissaire Geoghegan-Quinn, qui n'a pas pu cette fois se rendre à Strasbourg, la présidence ouvre le débat en donnant la parole à M<sup>me</sup> Ebata.

M<sup>me</sup> Ebata présente les différents domaines de coopération en matière de recherche:

- l'énergie solaire,
- l'aviation,
- ainsi que d'autres projets spécifiques qui ont déjà démarré.

M. Van Baalen met en évidence la qualité de la coopération en matière de recherche, laquelle offre des opportunités considérables de jouer un rôle de premier plan en matière de technologies.

La séance est levée à 17 h 55.

**ПРИСЪСТВЕН ЛИСТ/LISTA DE ASISTENCIA/PREZENČNÍ LISTINA/DELTAGERLISTE/  
ANWESENHEITSLISTE/KOHALOLIJATE NIMEKIRI/KATAΣΤΑΣΗ ΠΑΡΟΝΤΩΝ/RECORD OF ATTENDANCE/  
LISTE DE PRÉSENCE/ELENCO DI PRESENZA/APMEKLĒJUMU REĢISTRŠ/DALYVIŲ SAŪAŠAS/JELENLÉTI ÍV/  
REĢISTRU TA' ATTENDENZA/PRESENTIELIJST/LISTA OBECNOŠCI/LISTA DE PRESENÇAS/LISTÁ DE PREZENȚĂ/  
PREZENČNÁ LISTINA/SEZNAM NAVZOČIH/LÄSNÄOLOLISTA/DELTAGARLISTA**

Бюро/Mesa/Předsednictvo/Formandskabet/Vorstand/Juhatus/Προεδρείο/Bureau/Ufficio di presidenza/Prezidijs/Biuras/Elnökség/ Prezydium/Birou/Predsednictvo/Predsedstvo/Puheenjohtajisto/Presidiet (*)
Johannes Cornelis van Baalen, Sandra Kalniete, Artur Zasada
Членове/Diputados/Poslanci/Medlemmer/Mitglieder/Parlamendiliikmed/Μέλη/Members/Députés/Deputati/Deputāti/Nariai/Képviselők/ Membri/Leden/Posłowie/Deputados/Deputați/Jäsenet/Ledamöter
Zoltán Bagó, Frieda Brepoels, Nessa Childers, Bruno Gollnisch, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Dieter-Lebrecht Koch, Ioan Mircea Pașcu, Oreste Rossi, Christel Schaldemose, Evžen Tošenovský, Giommara Uggias
Заместници/Suplentes/Náhradníci/Stedfortrædere/Stellvertreter/Asendusliikmed/Αναπληρωτές/Substitutes/Suppléants/Supplenti/ Aizstājēji/Pavaduojantys nariai/Póttagok/Sostituti/Plaatsvervangers/Zastępcy/Membros suplentes/Supleantī/Náhradníci/Namestniki/ Varajäsenet/Suppleanter
Malcolm Harbour, Csaba Sógor, Derek Vaughan

187 (2)
Jan Březina, Daniel Caspary, Metin Kazak, Barbara Lochbihler
193 (3)
49 (6) (Точка от дневния ред/Punto del orden del día/Bod pořadu jednání (OJ)/Punkt på dagsordenen/Tagesordnungspunkt/Päevakorra punkt/Ημερήσια Διάταξη Σημείο/Agenda item/Point OJ/Punto all'ordine del giorno/Darba kārtības punkts/Darbotvarkēs punktas/ Napirendi pont/Punt fuq l-aġenda/Agendapunt/Punkt porządku dziennego/Ponto OD/Punct de pe ordinea de zi/Bod programu schôdze/ Točka UL/Esityslistan kohta/Föredragningslista punkt)

Наблюдатели/Observadores/Pozorovatelé/Observatører/Beobachter/Vaatlejad/Παρατηρητές/Observers/Observateurs/Osservatori/ Novērotāji/Stebētōjai/Megfigyelők/Osservatori/Waarnemers/Obserwatorzy/Observadores/Observatori/Pozorovatelia/Opazovalci/ Tarkkailijat/Observatörer

По покана на председателя/Por invitación del presidente/Na pozvání předsedy/Efter indbydelse fra formanden/Auf Einladung des Vorsitzenden/Esimehe kutsel/Με πρόσκληση του Προέδρου/At the invitation of the Chair(wo)man/Sur l'invitation du président/Su invito del presidente/Pēc priekšsēdētāja uzaicinājuma/Pirmininkui pakvietus/Az elnök meghívására/Fuq stedina tal-President/Op uitnodiging van de voorzitter/Na zaproszenie Przewodniczącego/A convite do Presidente/La invitația președintelui/Na pozwanie predsedu/Na povabilo predsednika/Puheenjohtajan kutsusta/På ordförandens inbjudan

<p>Съвет/Consejo/Rada/Rådet/Rat/Nðukogu/Συμβούλιο/Council/Conseil/Consiglio/Padome/Taryba/Tanács/Kunsill/Raad/Conselho/Consiliu/Svet/Neuvosto/Rådet (*)</p>	
<p>Комисия/Comisión/Komise/Kommissionen/Kommission/Euroopa Komisjon/Επιτροπή/Commission/Commissione/Komisija/Bizottság/Kummissjoni/Commissie/Komisja/Comissão/Comisie/Komisia/Komissio/Kommissionen (*)</p>	
<p>Bruno Julien-Malvy (DG TRADE)</p>	
<p>Европейска служба за външна дейност/Европска служба pro vnější činnost/EU-Udenrigstjenesten/Europäischer Auswärtiger Dienst/Euroopa välisteenistus/Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Εξωτερικής Δράσης/European External Action service/Servicio Europeo de Acción Exterior/Service européen pour l'action extérieure/Servizio europeo per l'azione esterna/Eiropas Ārējās darbības dienests/Europos išorės veiksmų tarnyba/Európai Külügyi Szolgálat/Servizz Ewropew għall-Azzjoni Esterna/Europese dienst voor extern optreden/Europejska Służba Działań Zewnętrznych/Serviço Europeu para a Acção Externa/Serviciul european pentru acțiune externă/Európska služba pre vonkajšiu činnost/Evropska služba za zunanje delovanje/Euroopan ulkosuhdehallinto/Europeiska avdelningen för yttre åtgärd (*)</p>	
<p>Други институции/Otras instituciones/Ostatní orgány a instituce/Andre institutioner/Andere Organe/Muud institutsioonid/Άλλα θεσμικά όργανα/Other institutions/Autres institutions/Altre istituzioni/Citas iestādes/Kitos institucijos/Más intézmények/Istituzjonijiet oħra/Andere instellingen/Inne instytucje/Outras Instituições/Alte instituții/Iné inštitúcie/Druge institucije/Muut toimeelimet/Andra institutioner/organ</p>	



Други учасници/Otros participantes/Ostatní účastníci/Endvidere deltog/Andere Teilnehmer/Muud osalejad/Επίσης Παρόντες/Other participants/Autres participants/Altri partecipanti/Citi klātesošie/Kiti dalyviai/Más résztvevők/Partecipanti oħra/Andere aanwezigen/Inni uczestnicy/Outros participantes/Alți participanți/Iní účastníci/Drugi udeleženci/Muut osallistujat/Övriga deltagare

Секретариат на политическите групи/Secretaría de los Grupos políticos/Sekretariát politických skupin/Gruppernes sekretariat/Sekretariat der Fraktionen/Fraktsioonide sekretariaat/Γραμματεία των Πολιτικών Ομάδων/Secretariats of political groups/Secrétariat des groupes politiques/Segreteria gruppi politici/Politisko grupu sekretariāts/Fraczijų sekretoriai/Képviselőcsoportok titkársága/Sekretarjat grupi političi/Fractiesecretariaten/Sekretariat Grup Politycznych/Secr. dos grupos políticos/Secretariate grupuri politice/Sekretariát politických skupin/Sekretariat političnih skupin/Poliittisten ryhmien sihteeristö/Gruppernas sekretariat

PPE	Ana Fernandez Perles
S&D	Evangelos Lepouras
ALDE	Conan D'Arcy
ECR	Jakub Piasecki
Verts/ALE	
GUE/NGL	
EFD	
NI	

Кабинет на председателя/Gabinete del Presidente/Kancelář předsedy/Formandens Kabinet/Kabinett des Präsidenten/Presidendi kantselei/Γραφείο Προέδρου/President's Office/Cabinet du Président/Gabinetto del Presidente/Priekšsēdētāja kabinets/Pirmininko kabinetas/Elnöki hivatal/Kabinett tal-President/Kabinet van de Voorzitter/Gabinet Przewodniczącego/Gabinete do Presidente/Cabinet Președinte/Kancelária predsedu/Urad predsednika/Puhemiehen kabinetti/Talmanens kansli

Кабинет на генералния секретар/Gabinete del Secretario General/Kancelář generálního tajemníka/Generalsekretærens Kabinet/Kabinett des Generalsekretärs/Peasekretäri büroo/Γραφείο Γενικού Γραμματέα/Secretary-General's Office/Cabinet du Secrétaire général/Gabinetto del Segretario generale/Ģenerālsekretāra kabinets/Generalinio sekretoriaus kabinetas/Főtitkári hivatal/Kabinett tas-Segretarju Generali/Kabinet van de secretaris-generaal/Gabinet Sekretarza Generalnego/Gabinete do Secretário-Geral/Cabinet Secretar General/Kancelária generálneho tajomníka/Urad generalnega sekretarja/Pääsihteerin kabinetti/Generalsekreterarens kansli

Генерална дирекция/Dirección General/Generální ředitelství/Generaldirektorat/Generaldirektion/Peadirektoraat/Γενική Διεύθυνση/ Directorate-General/Direction générale/Direzione generale/Ģenerāldirektorāts/Generalinis direktoratas/Főigazgatóság/Direktorat Ġenerali/Direktoraten-generaal/Dyrekcja Generalna/Direcção-Geral/Direcții Generale/Generálne riaditeľstvo/Generalni direktorat/ Pääosasto/Generaldirektorat	
DG PRES DG IPOL DG EXPO DG COMM DG PERS DG INLO DG TRAD DG INTE DG FINS DG ITEC	Rosemary Opacic
Правна служба/Servicio Jurídico/Právní služba/Juridisk Tjeneste/Juristischer Dienst/Öigusteenistus/Νομική Υπηρεσία/Legal Service/ Service juridique/Servizio giuridico/Juridiskais dienests/Teisės tarnyba/Jogi szolgálat/Servizz legali/Juridische Dienst/Wydział prawny/ Serviço Jurídico/Serviciu Juridic/Právny servis/Pravna služba/Oikeudellinen yksikkö/Rättstjänsten	
Секретариат на комисията/Secretaría de la comisión/Sekretariát výboru/Udvalgssekretariatet/Ausschussesekretariat/Komisjoni sekretariáat/Γραμματεία επιτροπής/Committee secretariat/Secrétariat de la commission/Segreteria della commissione/Komitejas sekretariāts/Komiteto sekretoriatas/A bizottság titkársága/Sekretarjat tal-kumitat/Commissiesecretariaat/Sekretariat komisji/ Secretariado da comissão/Sekretariat comisie/Sekretariat odbora/Valiokunnan sihteeriistö/Utskottssekretariatet	
Stefan Pfitzner	
Сътрудник/Asistente/Asistent/Assistent/Assistenz/Βοηθός/Assistant/Assistente/Palīgs/Padējējas/Asszisztens/Asystent/Pomočnik/ Avustaja/Assistenten	
Kathleen Huygen	

- \* (P) = Председател/Presidente/Předseda/Formand/Vorsitzender/Esimees/Πρόεδρος/Chair(wo)man/Président/Priekšsēdētājs/Pirmininkas/  
 Elnök/President/Voorzitter/Przewodniczący/Preşedinte/Predsedna/Predsednik/Puheenjohtaja/Ordförande
- (VP) = Заместник-председател/Vicepresidente/Místopředseda/Næstformand/Stellvertretender/Vorsitzender/Aseesimees/Αντιπρόεδρος/  
 Vice-Chair(wo)man/Vice-Président/Priekšsēdētāja vietnieks/Pirmininko pavaduotojas/Alelnök/Víci President/Ondervoorzitter/  
 Wiceprzewodniczący/Vice-Présidente/Vicepreşedinte/Podpredsedna/Podpredsednik/Varapuheenjohtaja/Vice ordförande
- (M) = Член/Miembro/Člen/Medlem./Mitglied/Parlamendiliige/Μέλος/Member/Membre/Membro/Deputāts/Narys/Képviselő/  
 Membro/Lid/Członek/Membro/Membro/Člen/Poslanec/Jäsen/Ledamot
- (F) = Длъжностно лице/Funcionario/Úředník/Tjenestemand/Beamter/Ametnik/Υπάλληλος/Official/Fonctionnaire/Funzionario/  
 Ierēdnis/Pareigūnas/Tisztviselő/Ufficial/Ambtenaar/Urzednik/Funcionário/Funçionar/Úradník/Uradnik/Virkamies/Tjänsteman